

Cour d'Appel de Paris
Tribunal judiciaire de Paris

Jugement prononcé le : 09/12/2025

17e chambre correctionnelle

N° minute : 2

N° parquet : 23068000608

①

Plaidé le 13/10/2025

Délibéré le 09/12/2025

JUGEMENT CORRECTIONNEL

A l'audience publique des débats du Tribunal Correctionnel de Paris TREIZE
OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ,

Présidente : Monsieur ASTRUC Jean-François, vice-président,

Assesseurs : Monsieur DELATRON Gauthier, juge, juge rapporteur
Madame COMBOT Nicole, magistrate honoraire, juge
rapporteure

Assistés de Madame GUIVARCH Charline, greffière,

en présence de Madame DUBARRYDELASALLE Marie, substitut,

A l'audience publique du délibéré du Tribunal Correctionnel de Paris le NEUF
DÉCEMBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ,

Composé de :

Président : Monsieur ASTRUC Jean-François, vice-président,

Assesseurs : Madame COMBES Sophie, vice-présidente,
Madame ALLIX Virginie, magistrat à titre temporaire

Assistés de Madame RABEYRIN Viviane, greffière,

en présence de Madame TOFFOLI Anita, substitut,

a été appelée l'affaire

ENTRE :

Monsieur le PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, près ce tribunal,

~~Prévenu le :~~
~~Civ. Rap. le :~~

APPEL :

~~M. Public ou~~
Partie Civile le : 12/12/2025

c/ le prévenu

PARTIE CIVILE :

Madame AVÉ Anne-Sophie, demeurant : Chez Me Jean TAMALET, KING & SPALDING, 48 BIS RUE MONCEAU, 75008 PARIS, partie civile,

non comparante représentée avec mandat par Maître TAMALET Jean avocat au barreau de PARIS,

ET

Prévenu

Nom : Juan BRANCO

Né le 26 août 1989 à ESTEPONA (ESPAGNE)

Nationalité : française

Situation familiale : inconnue

Situation professionnelle : Avocat

Demeurant : 92 Rue de Rennes 75006 PARIS FRANCE

Situation pénale : libre

Comparant non assisté,

Prévenu des chefs de :

- INJURE PUBLIQUE ENVERS UN CORPS CONSTITUE, UN FONCTIONNAIRE, UN DEPOSITAIRE DE L'AUTORITE OU UN CITOYEN CHARGE D'UN SERVICE PUBLIC PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION PAR VOIE ELECTRONIQUE faits commis le 8 décembre 2022 à PARIS

PROCEDURE

Par ordonnance rendue le 22 juillet 2024 par l'un des juges d'instruction de ce siège, à la suite de la plainte avec constitution de partie civile déposée par Anne-Sophie AVE le 22 février 2023, Juan BRANCO a été renvoyé devant ce tribunal sous la prévention :

- d'avoir à Paris le 8 décembre 2022, en tout cas sur le territoire national depuis temps non prescrit, par un moyen de communication au public par voie électronique, étant administrateur du compte Twitter accessible à l'adresse URL <https://twitter.com/anatolium/status/1600806398488506368?ext=HHwWgMCigYS8mrCsAAAA> » commis le délit d'injure publique envers un fonctionnaire public, en publiant sur le réseau social Twitter les propos soulignés en gras suivants :

« Mesdames et Messieurs, l'ambassadrice-influenceuse recrutée euros par mois par Emmanuel Macron pour mettre en place la riposte « diplomatie publique » de la France en Afrique.

Je vous invite à consulter son compte. Voilà où vont vos impôts. Il y a de quoi désespérer. »

comportant une expression outrageante, un terme de mépris ou une invective ne retenant l'imputation d'aucun fait, envers Anne-Sophie AVE, ambassadeur pour la diplomatie en Afrique.

Faits prévus par les articles 23 alinéa 1, 29 alinéa 2, 30, 31, 42 la loi du 29 juillet 1881, 93-3 de la loi 82-652 du 29/07/1982, et réprimés par l'article 33 alinéa 1 la loi du 29 juillet 1881.

Le prévenu a été renvoyé devant le tribunal correctionnel par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de Mylène HUGUET, juge d'instruction, rendue le 22 juillet 2024.

Juan BRANCO a été cité par le procureur de la République en vue de sa comparution à l'audience de fixation du 26 septembre 2024 suivant acte de commissaire de justice délivré le 27 août 2024 à étude, dont l'accusé de réception a été signé le 07 novembre 2024.

A l'audience du 26 septembre 2024, le tribunal a établi le calendrier et a renvoyé l'affaire aux audiences relais des 9 décembre 2024, 7 mars 2025, 6 juin 2025 et le 4 septembre 2025, et à l'audience du 13 octobre 2025 pour plaider.

A cette dernière, à l'appel de la cause, la juge rapporteure a constaté la présence et l'identité de Juan BRANCO et a donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Les débats se sont tenus en audience publique.

La juge rapporteure a informé le prévenu de son droit, au cours des débats, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire.

La juge rapporteure a instruit l'affaire, interrogé le prévenu présent sur les faits et reçu ses déclarations.

La juge rapporteure a donné lecture des éléments de personnalité du prévenu et reçu ses déclarations.

Le conseil d'Anne-Sophie AVE a été entendu en sa plaidoirie.

Le ministère public a été entendu en ses réquisitions.

Le prévenu a eu la parole en dernier.

Le greffier a tenu note du déroulement des débats.

A l'issue des débats, l'affaire était mise en délibéré et les parties ont été informées, conformément aux dispositions de l'article 462, alinéa 2, du code de procédure pénale, que le jugement serait prononcé le 09 décembre 2025.

A cette date, la décision suivante a été rendue :

Le tribunal, après en avoir délibéré, a statué en ces termes :

Sur les faits et la procédure :

Le 22 février 2023, Anne-Sophie AVÉ déposait plainte avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction de ce tribunal, à l'encontre de Juan BRANCO, pour des faits qualifiés d'injure publique envers un fonctionnaire public, au visa des articles 23 alinéa 1^{er}, 29 alinéa 2, 33 alinéa 1^{er} de la loi du 29 juillet 1881, en raison des propos cités ci-dessus, publiés le 8 décembre 2022 sur le compte Twitter @anatolium accessible à l'adresse URL susmentionnée.

La partie civile considérait que les propos tenus sont méprisants à son égard et ont pour objectif de la dévaloriser et de porter atteinte à son honneur et à sa considération et, à travers elle, de décrédibiliser l'image de la France.

Elle craignait que ces propos incitent les abonnés de Juan BRANCO à s'en prendre physiquement à elle, d'autant qu'il bénéficie d'une notoriété et d'une crédibilité certaine en tant que personnalité de la vie politique française et avocat.

Elle joignait à sa plainte un procès-verbal de constat de commissaire de justice du 12 janvier 2023 établissant la publication des propos litigieux sur le support visé à la date du 8 décembre 2022, librement accessibles au public (pièce n° 5 annexée à la plainte avec constitution de partie civile).

Par réquisitoire introductif du 12 avril 2023, le procureur de la République requérait qu'il soit informé des chefs visés par la plainte, contre personne non dénommée.

Les investigations réalisées par la brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP) sur commission rogatoire du juge d'instruction du 21 juin 2023 confirmaient la publication des propos sur le support visé, librement accessibles au public en ligne, qui l'étaient encore à la date du 23 août 2023. Elles établissaient que Juan BRANCO en était l'auteur et permettaient d'obtenir son adresse en France, via l'administration fiscale, celui-ci n'ayant pas répondu aux sollicitations des enquêteurs qui avaient tenté de le contacter par courriel et par téléphone.

Juan BRANCO était mis en examen le 12 mars 2024 des chefs d'injure publique envers un fonctionnaire public, à la suite d'un avis en ce sens du 5 février 2024 reçu le 7 février 2024, en application de l'article 51-1 de la loi du 29 juillet 1881.

C'est dans ces conditions que par ordonnance en date du 22 juillet 2024, il était renvoyé devant le tribunal correctionnel dans les termes ci-avant mentionnés.

Sur les propos poursuivis et le contexte de leur publication :

Dans sa plainte avec constitution de partie civile, Anne-Sophie AVÉ se présente comme ayant fait l'Ecole nationale d'administration qu'elle a intégrée en 2003. Elle dit avoir rejoint le ministère des transports en 2005 (direction des travaux maritimes, routiers et fluviaux) puis le ministère de la défense en 2012 en qualité de conseillère sociale du ministre puis de directrice des ressources humaines, avant d'être nommée ambassadeur de France au Ghana en 2018, puis ambassadeur pour la diplomatie publique en Afrique le 31 août 2022.

Elle précise avoir été chargée en tant qu'ambassadeur pour la diplomatie publique en Afrique de changer le « *narratif de l'action de la France en Afrique en riposte à la propagande anti-Française* ». Elle indique être particulièrement impliquée dans l'espace médiatique ghanéen à travers une émission de télévision visant à promouvoir la France, la coopération franco-ghanéenne et la langue française.

Elle se dit également fondatrice et marraine du fonds Akusoa administré par l'ONG internationale OAfrica qui soutient des projets visant à faciliter ou prendre en charge la scolarité d'enfants et de jeunes au Ghana.

Elle présente Juan BRANCO comme avocat et activiste politique ayant été, pendant une courte période, conseiller juridique de Wikileaks avant de devenir pendant un an collaborateur extérieur au ministère des affaires étrangères. Il se serait, selon elle, fait connaître par ses engagements politiques ainsi que par « *quelques affaires où se mêlent scandale et polémique* » (Cf. page 4 de la plainte avec constitution de partie civile) et serait proche de Stellio Capo Chichi.

Elle rappelle que depuis de nombreuses années, la France fait l'objet de critiques quant à sa politique africaine et fait face à une offensive informationnelle massive qui nuit à son image. Elle indique que certains acteurs de cette offensive revendiquent des liens avec l'oligarque Evguéni PRIGOJINE, fondateur de la milice Wagner et proche du pouvoir russe, dont l'objectif, sous couvert d'un soutien aux idéaux panafricains de fraternité entre les peuples d'origine africaine, est en réalité d'exploiter les ressources naturelles de l'Afrique. Stellio Capo Chichi, qui se fait appeler Kemi Seba, serait selon elle un activiste très influent de la sphère panafricaine, courtisé par la diplomatie russe et le groupe Wagner, qui tient des propos diffamatoires à l'encontre des ambassadeurs de France en général et au cas présent à son encontre à elle.

Sur son compte Twitter @anatolium, suivi par plus de 150.000 abonnés, Juan BRANCO se définit comme avocat et docteur en droit, diplômé de l'université de Yale, et ayant exercé au ministère français des affaires étrangères.

Il reproduit sur celui-ci, le 8 décembre 2022 à 11h56, un tweet publié la veille sur le compte @diploafrique dans lequel Anne-Sophie AVÉ commente en ces termes une vidéo de désinformation de Stellio Capo Chichi : « *quelque part, c'est rassurant. Il ne fait pas tout cela par conviction mais pour l'argent. Comme quoi, M. Seguela, on peut avoir une @rolex à 40 ans et avoir qd même raté sa vie* ». Juan BRANCO le commente à son tour en ces termes, dont la partie reproduite en caractères gras pour les besoins de la motivation, est poursuivie : « *Mesdames, Messieurs, l'ambassadrice-influenceuse recrutée vingt-mille euros par mois par Emmanuel Macron pour mettre en place la riposte « diplomatie publique » de la France en Afrique. Je vous invite à consulter son compte. Voilà où vont vos impôts. Il y a de quoi désespérer.* »

Juan Branco conclut en postant sur son compte les deux tweets suivants : « *3000 followers, des raisonnements et paroles d'une vulgarité absolue et une inefficacité si consternante que @diploAfrique a dû désactiver les réponses à ses propres tweets* », « *ces nominations qui abaissent la France et la ridiculisent à l'étranger, disent beaucoup d'un pouvoir si incapacité à la pensée qu'il en est réduit à croire que l'échec de sa politique africaine est affaire de relations publiques et que de telles inanités pourraient y remédier* ».

A l'audience du 13 octobre 2025, Juan BRANCO était entendu.

Il expliquait qu'il avait partagé un tweet qu'Anne-Sophie AVÉ avait publié sur son compte du ministère des affaires étrangères et que les propos pour lesquels il était poursuivi, et dont il reconnaissait être l'auteur, ne la visaient donc pas personnellement mais au regard de sa fonction.

Il disait avoir réagi au tweet injurieux posté par Anne-Sophie AVÉ, à l'égard de son client Kemi Seba, qu'elle accusait de mener un combat contre le colonialisme français non pas par idéal mais pour l'argent et d'avoir raté sa vie, cette dernière injure étant proférée sur un mode ironique avec une allusion à une montre de marque Rolex que porterait Kemi Seba dans le tweet auquel elle réagit, alors qu'il s'agit en réalité d'une montre tout à fait banale. Il précisait intervenir dans le cadre de ses fonctions d'avocat de Kemi Seba et qu'il portait un jugement sur le mode d'action de la diplomatie française, incarné par Anne-Sophie AVÉ, et son caractère contre-productif.

Il précisait avoir employé le terme « *d'ambassadrice-influenceuse* » dans la mesure où Anne-Sophie AVÉ occupe un rôle d'influence dans l'espace public afin de porter la voix de la France en Afrique, s'est faite remarquer au Ghana par son utilisation des réseaux sociaux et utilise les codes des influenceurs pour mener à bien sa mission ; qu'il invitait ses abonnés à consulter le compte diplomatie d'Anne-Sophie AVE afin qu'ils puissent se faire leur propre idée de son action.

Le conseil de la partie civile, développant oralement ses conclusions déposées à l'audience, sollicitait que Juan BRANCO soit déclaré coupable du délit d'injure publique envers un fonctionnaire public, qu'il soit condamné à payer à Anne-Sophie AVÉ la somme de 15.000 euros à titre de dommages et intérêts en réparation de son préjudice moral, celle de 5.000 euros en réparation de son préjudice de réputation et d'image et enfin celle de 10.000 euros sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

La représentante du ministère public ne faisait pas d'observations.

Le prévenu demandait sa relaxe et sollicitait la somme de 20.000 euros de dommages et intérêts pour procédure abusive et celle de 10.000 euros sur le fondement des dispositions de l'article 475-1 du code de procédure pénale. Il soutenait que la partie civile utilise un compte du ministère des affaires étrangères pour attaquer de manière mensongère et vulgaire un citoyen français et porte ainsi atteinte à la dignité de sa fonction et d'autre part, que les propos qu'il a tenus ne sont ni injurieux, ni dénigrants, la fonction d'Anne-Sophie AVÉ étant de riposter à des opérations d'influence portées par des nations étrangères.

Le conseil de la partie civile faisait valoir le caractère non abusif de la constitution de partie civile de sa cliente.

MOTIFS DE LA DECISION

Liminairement, il sera indiqué que les parties, à la suite de l'audience du 13 octobre 2025, ont échangé et communiqué en cours de délibéré des courriels relatifs à la question du caractère injurieux du tweet posté par Juan BRANCO.

Il sera rappelé que les juges ne sont tenus d'examiner une note en délibéré, que dans le cas où, au cours de l'audience, ils ont expressément accepté de la recevoir, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Il ne sera dès lors répondu aux arguments que les notes en délibéré échangées contiennent que si le tribunal estime devoir fonder sa conviction sur ces documents.

Sur le caractère injurieux des propos

L'alinéa 2 de l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881 définit l'injure comme toute expression outrageante, termes de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait. Une expression outrageante porte atteinte à l'honneur ou à la délicatesse. Un terme de mépris cherche à rabaisser l'intéressé. Une invective prend une forme violente ou grossière.

L'appréciation du caractère injurieux du propos doit être effectuée en fonction du contexte, en tenant compte des éléments intrinsèques comme extrinsèques au message, et de manière objective, sans prendre en considération la perception personnelle de la victime. Ainsi, il appartient aux juges de relever toutes les circonstances extrinsèques qui donnent une portée injurieuse aux propos poursuivis, même si ceux-ci ne présentent pas par eux-mêmes ce caractère, et qui sont de nature à révéler leur véritable sens.

Les règles servant de fondement aux poursuites d'injures publiques doivent être appliquées à la lumière du principe à valeur constitutionnelle et conventionnelle du droit à la liberté d'expression, lequel comprend la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou idées sans qu'il puisse y avoir d'ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière.

L'exercice de cette liberté, comportant des devoirs et des responsabilités, peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Le juge se doit en conséquence d'exercer un contrôle de proportionnalité entre l'atteinte portée en particulier à la réputation ou au droit d'autrui et l'atteinte susceptible d'être portée à la liberté d'expression par la mise en œuvre de l'une des restrictions prévues par la loi. Une expression ne sera dès lors constitutive d'injure que si elle excède les limites de la liberté d'expression.

En l'espèce, les modalités de publication des propos litigieux, sur un compte Twitter librement accessible à tous, leur confèrent un caractère public.

Le renvoi dans le tweet litigieux de Juan BRANCO du 8 décembre 2022 au compte @diploAfrique qui est le compte officiel de l'ambassadeur pour la diplomatie publique française en Afrique, poste qu'Anne-Sophie AVÉ occupait à cette date, la reproduction d'un tweet qu'elle a publié la veille en cette qualité, la référence dans le tweet litigieux à sa fonction (« ambassadrice »), à sa rémunération (« vingt-mille euros par mois ») et à la mission qui lui a été confiée en cette qualité (« mettre en place la riposte « diplomatie publique » de la France ») établissent que la partie civile est visée par les propos poursuivis, en tant que fonctionnaire public.

Juan BRANCO réagit à un tweet d'Anne-Sophie AVÉ qui s'exprime au sujet de Stellio Capo Chichi, alias Kemi Seba, sur un mode ironique. Dans ce tweet, elle fait allusion à une réflexion de Jacques SEGUELA, publicitaire, qui avait dit de Nicolas SARKOZY « si à 50 ans on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie ! » pour dénoncer l'objectif mercantile des agissements politiques de Kemi Seba, incarné par le port d'une montre de marque Rolex, tout en ironisant sur le fait qu'il a, en dépit de cette possession, raté sa vie.

Ce faisant, Anne-Sophie AVÉ donne à l'échange un ton qu'elle est mal venue de reprocher à Juan BRANCO alors qu'il lui répond sur le même mode.

Pris au sens figuré, le terme « *influenceuse* », accolé à celui d'« *ambassadrice* », bien que comportant une connotation légèrement ironique, établit un parallèle avec les influenceurs des réseaux sociaux et renvoie aux stratégies de communication qu'ils utilisent, et dont Anne-Sophie AVÉ reprend à son compte certains des codes dans une communication qu'elle veut moderne, sans pour autant être méprisant ou outrageant.

Pris au sens propre, il renvoie à la réalité de la mission qu'exerce Anne-Sophie AVÉ, telle qu'elle la définit elle-même dans sa plainte (Cf. page 3) à savoir « *changer le narratif de l'action de la France en Afrique* » « *en riposte à la propagande anti-française* ».

Dans la seconde partie du tweet, Juan BRANCO avance que la rémunération d'Anne-Sophie AVÉ « *vingt-mille euros par mois* » est excessive par rapport à la mission qui lui a été confiée à savoir « *mettre en place la riposte « diplomatie publique » de la France en Afrique* » et la manière dont elle l'exerce. Il questionne la pertinence de l'utilisation de ces fonds publics : (« *Voilà où vont vos impôts* »). Ce faisant, il porte un jugement critique sur le niveau de la rétribution d'Anne-Sophie AVÉ au regard de sa compétence et de son action, critique dont la sévérité est accentuée par l'emploi de la formule : « *il y a de quoi désespérer* » mais qui ne dégénère pas pour autant en une attaque personnelle à l'encontre de la partie civile.

Enfin, il cite comme illustration de l'action d'Anne-Sophie AVÉ, le tweet qu'elle a posté sur Stellio Capo Chichi, alias Kemi Seba, et renvoie à son compte du ministère de l'Europe et des affaires étrangères afin de permettre à ses abonnés de se forger leur propre opinion (« *Je vous invite à consulter son compte* »).

Ainsi, les propos poursuivis sont exclusifs de tout caractère injurieux.

Juan BRANCO sera par conséquent renvoyé des fins de la poursuite.

Sur l'action civile :

Anne-Sophie AVÉ sera reçue en sa constitution de partie civile.

Elle sera toutefois déboutée de ses demandes, y compris celle fondée sur l'article 475-1 du code de procédure pénale, compte tenu de la relaxe prononcée à l'égard de Juan BRANCO.

Sur l'abus de procédure :

En application de l'article 472 du code de procédure pénale, lorsque le tribunal renvoie le prévenu des fins de la poursuite et que l'action publique a été mise en mouvement par la partie civile, le tribunal statue sur la demande de dommages et intérêts formée par la personne relaxée contre la partie civile pour abus de constitution.

En l'espèce, il convient de relever que les propos poursuivis n'étaient manifestement pas susceptibles de revêtir une qualification pénale, de sorte qu'Anne-Sophie AVÉ ne pouvait se méprendre sur l'étendue de ses droits et sur l'issue à venir du procès.

En outre, en sa qualité de personnage public exposé à la critique, elle doit tolérer que des jugements négatifs soient portés sur sa fonction et son action.

Ces éléments caractérisent un abus de procédure, ayant occasionné un préjudice qui sera réparé par la condamnation de la partie civile au paiement à Juan BRANCO de la somme 1.500 euros de dommages et intérêts.

Sur la demande au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale :

Le bénéfice des dispositions de l'article 475-1 du code de procédure pénale étant réservé à la partie civile, la demande présentée de ce chef par Juan BRANCO sera déclarée irrecevable.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, statuant publiquement, en premier ressort et par jugement contradictoire à l'égard de Juan BRANCO, prévenu, et d'Anne-Sophie AVÉ, partie civile ;

SUR L'ACTION PUBLIQUE :

RENVOIE Juan BRANCO des fins de la poursuite ;

SUR L'ACTION CIVILE :

RECOIT la constitution de partie civile d'Anne-Sophie AVÉ

DEBOUTE Anne-Sophie AVÉ de ses demandes compte tenu de la relaxe intervenue ;

CONDAMNE Anne-Sophie AVÉ à payer la somme de MILLE CINQ CENTS EUROS (1.500 euros) de dommages et intérêts à Juan BRANCO sur le fondement de l'article 472 du code de procédure pénale ;

DECLARE IRRECEVABLE la demande présentée par Juan BRANCO sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale ;

En application de l'article 1018 A du code général des impôts, la présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure de 254 euros dont est redevable AVÉ Anne-Sophie.

et le présent jugement ayant été signé par le président et la greffière.

LA GREFFIERE

En conséquence, la République française mande et ordonne à tous huissiers de justice, sur ce requis, de signifier la présente décision à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi la présente décision a été signée par le directeur de greffe

